

« L'Euro alimentaire ».

Le partage de la valeur ajoutée dans la chaîne alimentaire de 1995 à 2010 et perspectives 2013.

Philippe Boyer

En complément de ses travaux sectoriels, portant sur les contributions des différents maillons des filières agroalimentaires à la formation des prix au détail, l'observatoire développe une approche macroéconomique qui décompose la dépense alimentaire nationale en rémunérations dans les différentes branches de l'économie. Ce numéro de La Lettre de l'observatoire complète et actualise les résultats issus de cette approche, présentés pour la première fois en janvier 2013 (La Lettre n°2 de l'Observatoire).

L'analyse porte sur les données des tableaux entrées-sorties (TES) symétriques de la comptabilité nationale de 1995 à 2010.

La dépense alimentaire des consommateurs¹ fait ici l'objet de deux analyses.

La première analyse distingue, dans la valeur de la consommation alimentaire :

- La valeur de la production agricole mobilisée : produits consommés sans transformation (fruits et légumes, par exemple), matières premières des industries alimentaires (le blé pour le pain, par exemple) et autres intrants agricoles contribuant à la production alimentaire et à sa distribution (productions végétales fournissant des carburants consommés dans le transport des produits alimentaires, par exemple),
- La valeur des importations en produits alimentaires : produits non transformés (fruits et légumes frais importés, par exemple) ou provenant des IAA (industries agroalimentaires) d'autres pays,
- La valeur créée en aval de l'agriculture, par la transformation, le transport, le commerce des produits agricoles et alimentaires, d'origine domestique ou importée.

Il s'y ajoute les taxes sur les produits, pour constituer la dépense alimentaire des consommateurs.

La seconde analyse, plus complète, est fondée sur l'existence de deux équilibres macroéconomiques globaux :

- d'une part, la production se répartit entre demande finale et consommations intermédiaires,
- d'autre part, la valeur ajoutée est égale à la production moins les consommations intermédiaires.

¹ Important : sous contrainte des nomenclatures des TES, la consommation alimentaire considérée ici n'inclut pas la restauration hors domicile (RHD) ni les services de repas à domicile. Voir bibliographie pour la présentation de la méthode.

La demande finale est donc égale à la valeur ajoutée, et cette égalité globale peut se décliner pour chaque élément de la demande finale, dont la consommation alimentaire.

Celle-ci peut ainsi être décomposée en valeurs ajoutées induites dans toutes les branches de l'économie et importations.

S'y ajoutent des taxes sur les produits tout au long de la chaîne, supportées *in fine* par les consommateurs.

En outre, la valeur ajoutée étant la ressource qui se répartit entre rémunérations du capital et travail, la décomposition de la dépense alimentaire peut-être poursuivie jusqu'à ces rémunérations.

Production agricole et aval

Dans cette première analyse, la consommation alimentaire est décomposée comme suit :

Consommation finale alimentaire

- = Produits domestiques de l'agriculture² pour la consommation finale et pour la consommation intermédiaire (matières premières des IAA et autres intrants agricoles utilisés dans la chaîne alimentaire)
- + Consommation finale de produits alimentaires importés
- + Valeur créée en aval de l'agriculture
- + Taxes

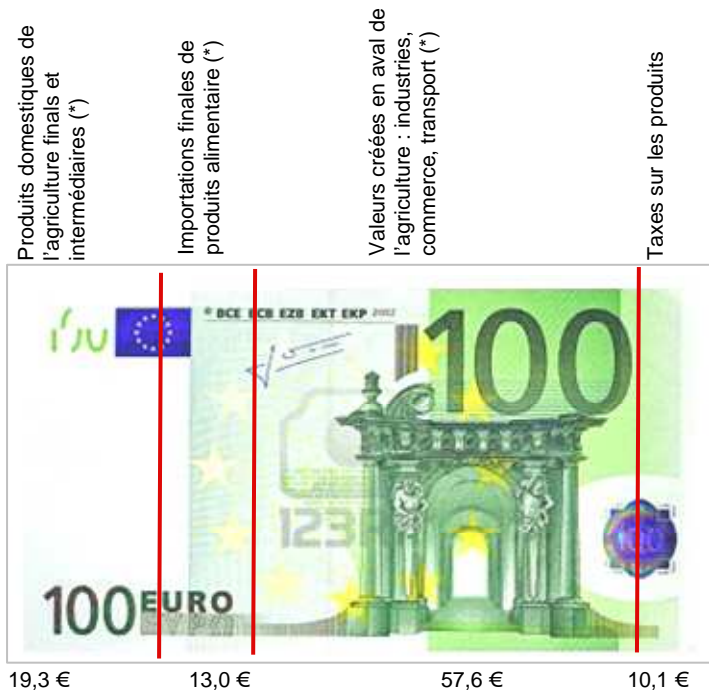
² Sauf mention contraire, on désigne par « produits de l'agriculture » les produits de cette branche *sensu stricto*, plus ceux de la pêche et de l'aquaculture (3% de la production de l'ensemble agriculture, pêche, aquaculture en 2010).

Production agricole, importations alimentaires, aval et taxes dans l'euro alimentaire en 2010

Le résultat de cette première décomposition, pour l'année 2010 (dernière année pour laquelle on dispose actuellement des sources nécessaires) est représenté sur la figure 1.

Figure 1

L'euro alimentaire en 2010 décomposé en production agricole, importations alimentaires, aval et taxes



(*) montant avant taxes et sans subventions aux produits.

Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

Ainsi, en 2010, dans 100 € de dépense alimentaire nationale, l'agriculture fournit 19,3 € de produits finals (aliments non transformés) et intermédiaires (matière première pour les IAA et autres intrants utilisés dans la chaîne alimentaire).

S'y ajoute un montant de 13,0 € d'importations alimentaires, hors importations d'intrants dont les valeurs sont incluses dans celle de la production agricole et dans l'agrégat suivant : les valeurs créées en aval par le commerce, le transformation, le transport des produits.

Cet agrégat constitue, avec 57,6 €, la majeure part de la valeur de la consommation alimentaire. Enfin, s'ajoutent 10,1 € de taxes.

Evolution de 1995 à 2010 de la composition de l'euro alimentaire en production agricole, importations alimentaires, aval et taxes

La production agricole domestique (pêche et aquaculture incluses) qui représentait 23% de la consommation finale alimentaire en 1995, en constitue 19% en 2010 (graphique 1).

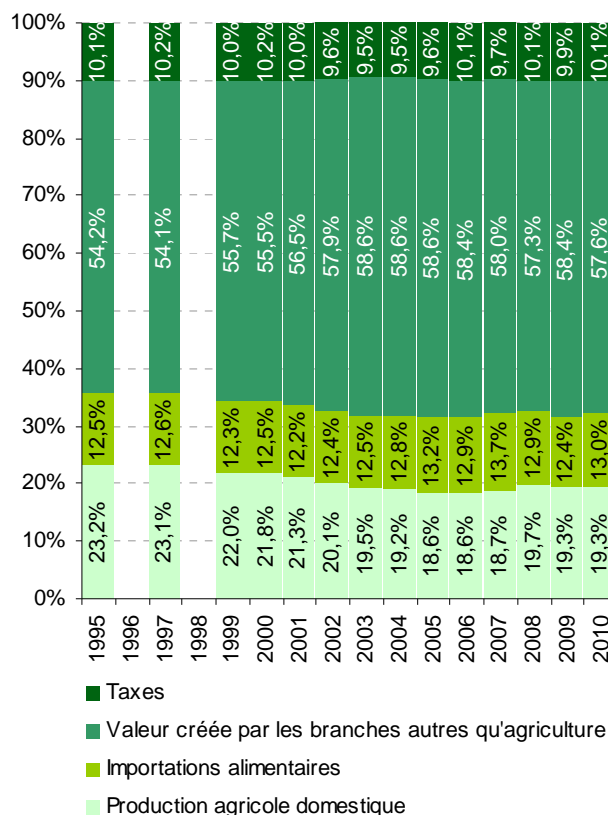
Dans le même temps, la part des importations alimentaires progressent peu³, tout comme celle des taxes.

³ Cf. plu loin : l'augmentation est plus importante s'agissant des importations en consommations intermédiaires (énergie, notamment) incluses dans la valeur de la consommation alimentaire (via la production agricole et les valeurs créées en aval).

C'est donc la valeur créée par l'aval qui voit accroître sa part de près de 4 points dans la valeur de la consommation finale alimentaire.

Graphique 1

L'euro alimentaire décomposé en matière première agricole, importations agroalimentaires, marges et taxes de 1995 à 2010

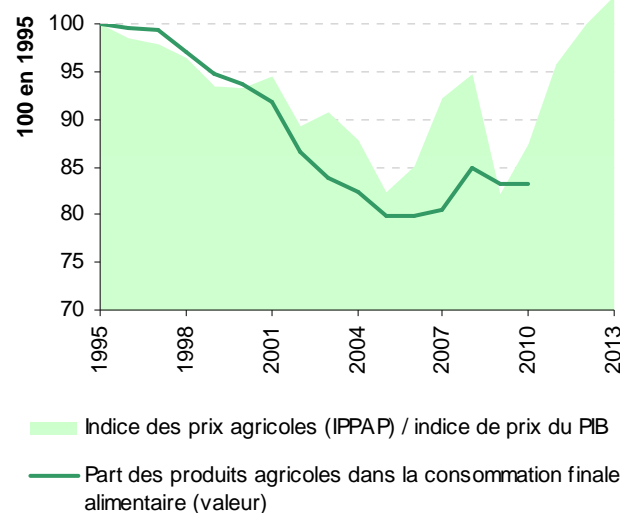


Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

L'évolution de la part des produits agricoles dans la dépense alimentaire résulte d'effets de prix et de volume, illustrés par le graphique 2. La baisse des prix agricoles relatifs⁴, résultant notamment des réformes de la politique agricole commune depuis 1993, entraîne une baisse de la part en valeur de l'agriculture dans la consommation alimentaire.

Graphique 2

La production agricole dans la consommation alimentaire



Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

⁴ Rapport de l'indice des prix des produits agricoles à la production (IPPAP) sur indice de prix du produit intérieur brut (PIB.)

Les valeurs ajoutées et les rémunérations induites

Dans cette seconde analyse, par rapport à la précédente, la production agricole et les valeurs en aval, déterminées par la consommation alimentaire, sont intégralement décomposées en valeurs ajoutées et consommations intermédiaires importées.

S'y ajoutent les importations finales et les taxes, déjà isolées dans la décomposition précédente.

L'euro alimentaire 2010 en valeurs ajoutées, importations et taxes

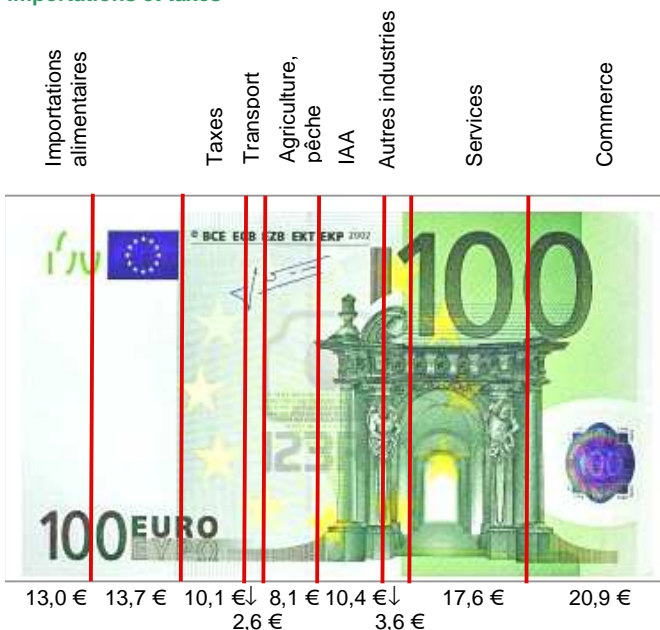
On aboutit ainsi, pour l'année 2010, à la structure de l'euro alimentaire représentée par la figure 2.

Sur 100 € de consommation alimentaire en 2010, 26,7 € rémunèrent des importations en produits alimentaires ou en consommations intermédiaires, 10,4 € sont dus aux taxes (TVA, taxes spécifiques sur les boissons alcoolisées, taxes sur les carburants...).

Le reste, soit 63,2 €, est constitué de valeurs ajoutées induites dans les branches de l'économie nationale, avec une part importante revenant aux services (17,6 €) et au commerce (20,9 €).

Les déterminants structurels de cette répartition entre branches de la valeur ajoutée induite par la consommation alimentaire ont été développés dans la Lettre de l'Observatoire n°2. Rappelons que le poids relativement modeste de l'agriculture (8,1%) résulte, d'une part, à long terme, des transformations que subissent les produits agricoles et des services qui sont incorporés à l'offre alimentaire, et, d'autre part - et surtout, du moins à court et moyen terme - , du rapport entre prix agricoles et prix des autres biens et services. Ce prix relatif des produits agricoles a été réduit par les réformes successives de la politique agricole intervenues depuis 1993, remplaçant le soutien des prix agricoles par des subventions.

Figure 2
L'euro alimentaire 2010 décomposé en valeurs ajoutées, importations et taxes



Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

Des valeurs ajoutées aux salaires et excédents bruts d'exploitation en 2010

Les sources utilisées donnent la répartition de la valeur ajoutée de chaque branche entre salaires et excédent brut d'exploitation (EBE).

Il est donc possible de répartir la valeur ajoutée de « l'euro alimentaire » entre ces deux rémunérations brutes des « facteurs de production primaires » (travail, capital), induites dans toutes les branches par la consommation alimentaire.

Le résultat est représenté ci-dessous.

Figure 3
L'euro alimentaire 2010 décomposé en salaires et EBE, importations et taxes



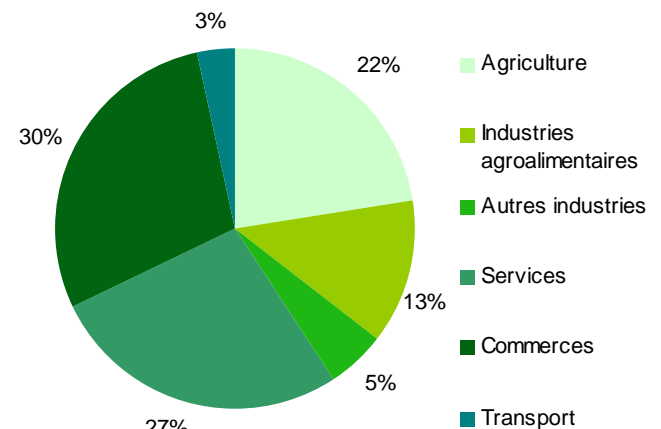
Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

Les EBE induits par la demande alimentaire

Du fait de la faiblesse du salariat dans l'agriculture, la part de la branche dans les EBE induits par la demande alimentaire est élevée (graphique 3), avec 22% en 2010. Notons que l'EBE agricole est un « revenu mixte » du travail (non salarié) et du capital.

Par ailleurs, cet EBE induit par la consommation est hors subventions.

Graphique 3
Répartition par branche des EBE induits par la consommation finale alimentaire en 2010

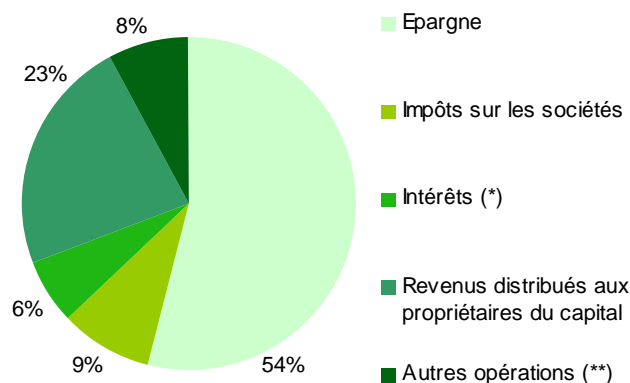


Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

L'EBE est un revenu brut qui se répartit entre revenus distribués aux propriétaires de capital (dont dividendes aux actionnaires), intérêts, d'autres opérations de transfert (dont assurances)⁵ et impôts sur les revenus, le reste étant affecté à l'épargne.

A titre indicatif, le graphique suivant présente cette répartition en 2010 pour l'ensemble des sociétés non financières, faute de données équivalentes par branche.

Graphique 4
Répartition de l'EBE des sociétés non financières en 2010



(*) : Intérêts versés moins reçus. (**) : Prestations sociales versées moins cotisations reçues, primes d'assurances versées moins indemnités reçues, autres transferts nets

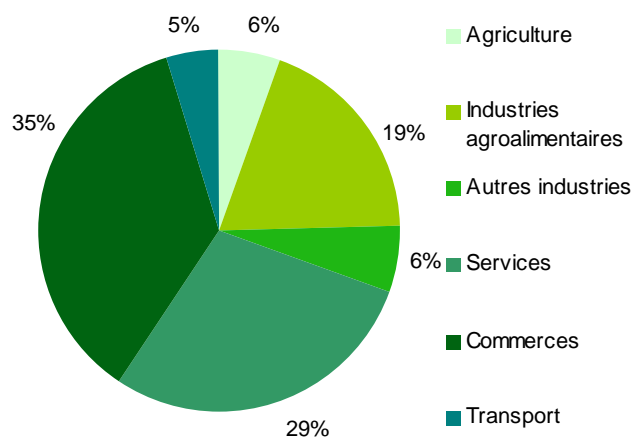
Source : INSEE : TEE

Les salaires induits par la demande alimentaire

En 2010, la consommation finale alimentaire génère 63,2 milliards d'euros de salaires bruts, soit 6% du total des salaires versés dans l'économie nationale.

La part par branche des salaires induits par la consommation alimentaire est la plus élevée dans le commerce (35%), suivi par les services (29%) et les IAA (19%).

Graphique 5
Répartition par branche des salaires bruts induits par la consommation finale alimentaire en 2010



Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

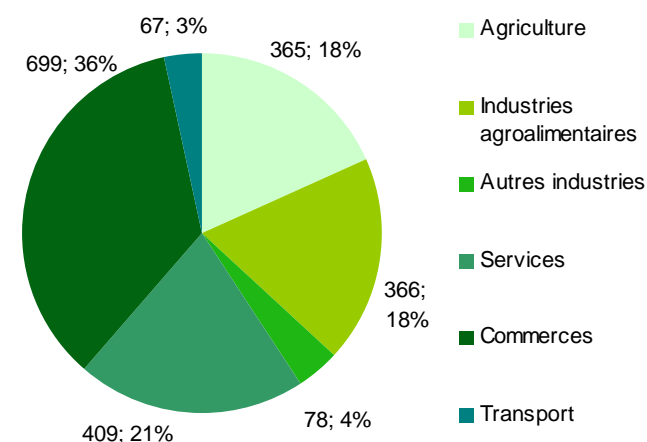
⁵ En comptabilité nationale, les services bancaires et d'assurances figurent dans les consommations intermédiaires à hauteur d'une partie des intérêts et des primes correspondant au seul coût de ces services, l'autre partie constituant un emploi de l'EBE, rémunérant les capitaux des branches des services financiers (Malherbe F., 2012).

Les emplois induits par la demande alimentaire

La demande alimentaire génère près de 2 millions d'emplois (salariés et non salariés) en 2010, dont plus du tiers dans le commerce et environ 60% répartis dans des proportions voisines dans l'agriculture (18%), les IAA (18%) et les services (21%).

Graphique 6
Répartition par branche du nombre d'emplois induits par la consommation finale alimentaire en 2010

(milliers d'emplois ; % du total)



Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

Le nombre d'emploi induits dans la branche agricole par la consommation alimentaire (365 000 environ) apparaît sensiblement inférieur aux emplois totaux de la branche, ce qui est normal, s'agissant ici des seuls emplois mobilisés pour la production des biens alimentaires consommés en France, donc hors exportations et hors productions agricoles non alimentaires. En outre, rappelons que, sous contrainte de la nomenclature des TES, la consommation alimentaire hors domicile n'est pas prise en compte, ce qui minimise également le nombre d'emplois agricoles induits.

Evolutions des composantes de l'euro alimentaire de 1995 à 2010

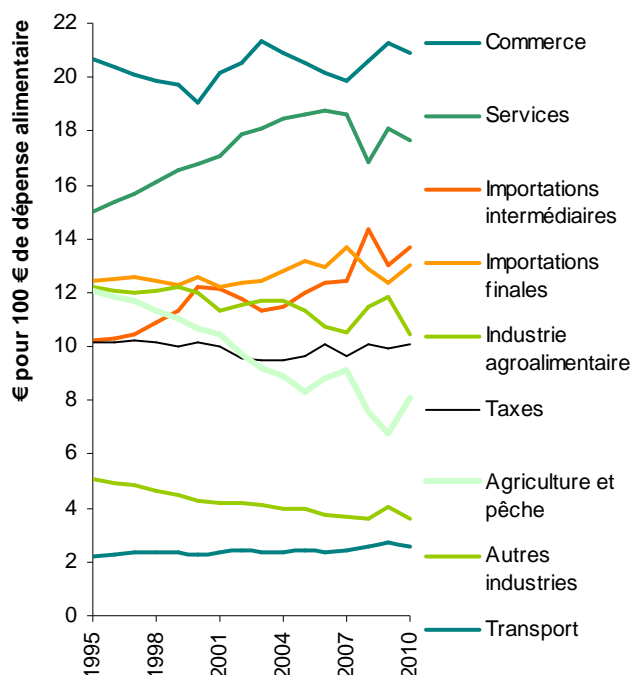
Les principales tendances de long terme, déjà décrites dans le numéro 2 de La Lettre de l'Observatoire, ne seront que brièvement rappelées ici :

- forte croissance de la part des services dans la valeur de l'alimentation, sur un rythme comparable à celui de leur part dans l'ensemble de la production nationale ;
- diminution de la part de l'agriculture, cohérente avec la baisse du prix relatif des produits agricoles ;
- augmentation de la part des importations, particulièrement en consommations intermédiaires, liée à la hausse du prix de l'énergie et, plus récemment, des matières premières agricoles.

L'année 2010 présente certaines ruptures par rapport aux évolutions antérieures :

- la part de l'agriculture remonte, sous l'effet de l'amélioration des prix agricoles par rapport à 2009 ;
- celles des importations finales et intermédiaires augmentent également, sous l'effet de la hausse des prix mondiaux des matières premières ;
- ne répercutant que partiellement le renchérissement de leurs intrants, les IAA perdent en 2010 plus d'un point dans ce partage de la valeur ajoutée.

Graphique 7
Evolution des composantes de l'euro alimentaire

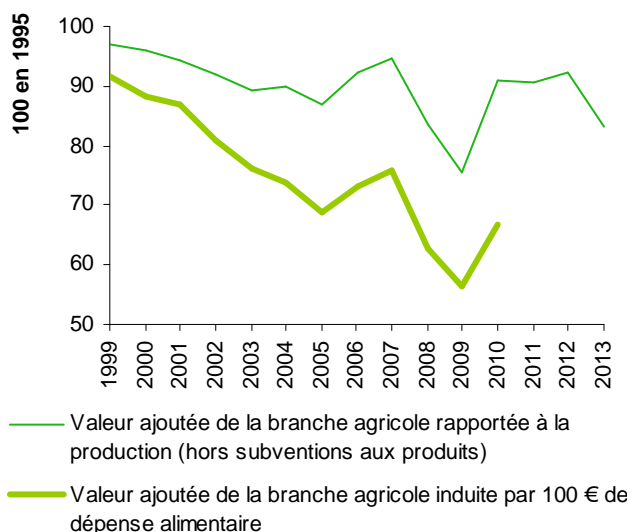


Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

Les derniers TES actuellement disponibles étant ceux de l'année 2010, les évolutions postérieures ne peuvent qu'être estimées. S'agissant de la part de l'agriculture en valeur ajoutée dans l'euro alimentaire, son évolution est en grande partie déterminée par le taux de valeur ajoutée de la branche, ainsi que l'illustre le graphique 8.

On peut ainsi avancer qu'en 2011 et 2012, la part de l'agriculture en valeur ajoutée dans l'euro alimentaire ne devrait pas beaucoup évoluer par rapport à 2010, mais elle pourrait baisser en 2013 (toutefois le compte de branche utilisé pour cette note est encore prévisionnel).

Graphique 8
Evolution comparée du taux de valeur ajoutée de la branche agricole et de la part de la valeur ajoutée de la branche dans l'euro alimentaire



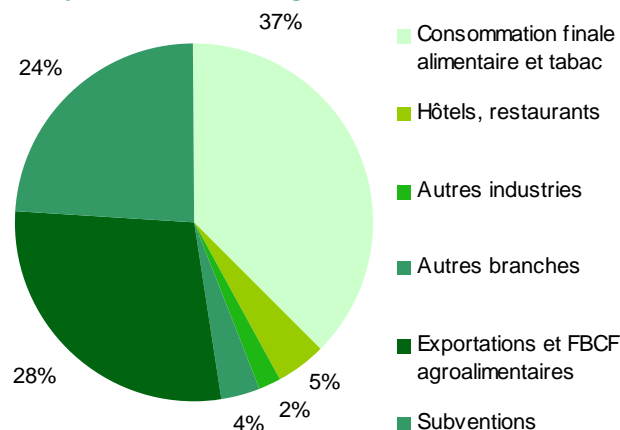
Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

Contributions des différentes demandes finales à la formation de la valeur ajoutée en agriculture

Dans ce qui précède, on s'intéressait au partage de la demande finale alimentaire en valeurs ajoutées entre les différentes branches. C'est en quelque sorte l'inverse que l'on envisage dans ce qui suit : on recherche quelles parts de la valeur ajoutée d'une branche donnée (on considèrera ici la branche agricole) sont induites par les différentes demandes finales domestiques (en produits alimentaires, en produits d'autres industries, etc.) et par les exportations.

Dans cette approche, dans une optique d'analyse de la formation du revenu de la branche agricole (ici au sens strict, hors pêche et aquaculture), on réintroduit les subventions dans la valeur ajoutée. Les résultats pour 2010 sont représentés sur le graphique 9.

Graphique 9
Contributions des demandes finales et des subventions à la valeur ajoutée de la branche agricole en 2010



Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

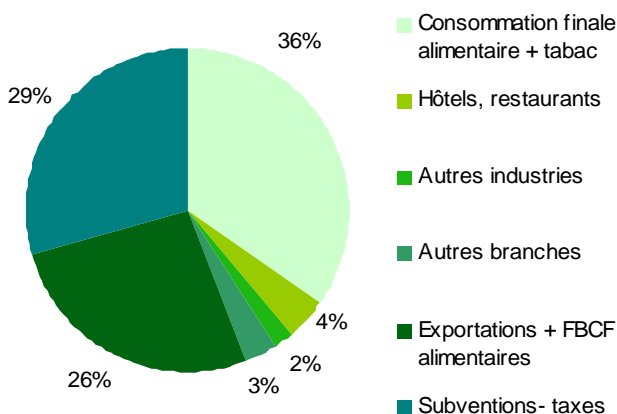
En 2010, la valeur ajoutée subventions incluses de l'agriculture provient pour 37% de la consommation finale alimentaire domestique. Le poids de la demande en « exportations et formation brute de capital fixe (FBCF) agroalimentaires »⁶ est élevé, concourant à 28% à la valeur ajoutée de la branche agricole.

L'incidence sur la valeur ajoutée agricole de la demande finale en produits des industries non alimentaires (biocarburants, par exemple) est modeste : 2% ; elle est plus importante s'agissant de la demande finale adressée à la branche des hôtels et restaurants (5%) et atteint 4% pour l'ensemble des autres branches (services, essentiellement). Ces proportions ont peu évolué depuis 1995, les changements les plus sensibles portant sur la part de la consommation alimentaire, qui a diminué de 3 points, et celle des subventions, en hausse de 5 points.

Le poids des salaires étant modeste en agriculture, les contributions des demandes finales à la formation de la valeur ajoutée ou de l'EBE (graphique 10) sont voisines.

⁶ L'ensemble « exportations et FBCF agroalimentaires » est le solde entre la demande finale en produits de l'agriculture, de la pêche et des IAA et la consommation finale en ces mêmes produits (ou consommation alimentaire) ; les exportations sont dominantes dans ce solde (97%).

Graphique 10
Contributions des demandes finales et des subventions à l'EBE
de la branche agricole en 2010



Source : INSEE et Eurostat, calculs FranceAgriMer – OFPM d'après INRA

En conclusion

Ces décompositions macroéconomiques de la dépense alimentaire en France permettent d'illustrer la tendance structurelle à l'accroissement de la « distance » entre matière première agricole et produits alimentaires, générant ainsi des revenus et des emplois dans toute l'économie nationale, au-delà du seul périmètre « vertical » des filières agroalimentaires.

Toutefois, l'évolution d'année en année de la répartition entre branches des rémunérations induites par la consommation alimentaire dépend des rapports de prix ; ils expliquent largement la part relativement modeste de l'agriculture dans ce partage, due à la baisse des prix agricoles consécutive aux réformes de la PAC, d'où provient également le poids des subventions dans la détermination du revenu de la branche agricole, par rapport aux demandes finales de consommation intérieure, d'exportation, etc.

Les tensions sur les prix agricoles observées en 2010 se traduisent ainsi par une remontée de la part de valeur ajoutée de la branche agricole dans la dépense alimentaire.

Cette remontée est probablement provisoire, le taux de valeur ajoutée de la branche étant pratiquement stable en 2011-2012 et en baisse en 2013.

En savoir plus

Canning P. (2011).

A revised and expanded food dollar series. A better understanding of food costs.

Economic research report n°114, USDA. 42 pages.
<http://www.ers.usda.gov/Publications/ERR114/ERR114.pdf>

Butault J.P., Boyer Ph. (2012).

L'euro alimentaire en France de 1995 à 2007 et le partage des valeurs ajoutées entre branches.

Communication aux 6^e journées de la recherche en sciences sociales, SFER, INRA, CIRAD. Décembre. 24 pages.
http://www.sfer.asso.fr/journees_de_recherches_en_sciences_sociales/6es_jrss_2012_toulouse/programme_definitif_et_actes

Malherbe F. (2012)

Comptanat.fr

<http://www.comptanat.fr/principe/banquex.htm>

Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires (2013). *L'euro alimentaire : que rémunèrent nos dépenses alimentaires ?*

La Lettre de l'observatoire, n°2 (janvier), 6 pages.

https://observatoire-prixmarges.franceagrimer.fr/Lists/Liste%20des%20etudes%20autres/Attachments/105/2012_12_21_LETTRE_2_v3.pdf

Boyer P., Cadilhon J., Depeyrot J.N., Ennifar M., Soler L.G. (2013). *Le suivi des prix et des marges pour l'analyse de la formation des prix des produits alimentaires.* Notes et études socio-économiques n°37 (janvier-juin). Centre d'études et de prospective, Service de la statistique et de la prospective, Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. Pages 87-126.

https://observatoire-prixmarges.franceagrimer.fr/Lists/Liste%20des%20etudes%20autres/Attachments/117/V1_TAP4_cle0b1193.pdf

Résumé

En 2010, sur 100 € de consommation alimentaire nationale :

- la **production agricole** nécessaire représente 19 €,
- les **valeurs créées en aval de l'agriculture** par le commerce, le transport et l'industrie, 58 €,
- les **aliments importés** 13 €,
- s'y ajoutent les **taxes** pour environ 10 €.

En poursuivant la décomposition des deux premiers agrégats ci-dessus, la dépense alimentaire de 100 € a généré

- des **valeurs ajoutées**, pour 63 €, répartis dans toutes les branches de l'économie, dont 8,1 € en agriculture (en hausse par rapport à 2009, sous l'effet de l'amélioration des prix agricoles), 10 € dans les IAA, 18 € dans les services et 21 € dans le commerce,
- des **importations de consommations intermédiaires**, pour 13,7 € (en hausse depuis 1995)
- les importations finales (13 €) et les taxes (10 €) déjà mentionnées.

Toujours en 2010, **l'excédent brut de la branche agricole** provient :

- à 36% de la demande de consommation finale,
- à 26% des exportations agroalimentaires,
- à 29% des subventions,
- 9% étant imputable à d'autres demandes finales (RHD, industries non alimentaires).